

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 3869 - JEUDI 12 NOVEMBRE 2020

PALU

## Le congrès du camp Ngabu avorté

Une lettre du gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngabila, avait interdit, le 10 novembre, la tenue du congrès en raison des dissensions internes au Parti lumumbiste unifié (Palu) et de la covid-19. Selon un membre proche du camp Mayobo, « la décision du gouverneur d'interdire la tenue du congrès est juste et normale parce que M. Sylvain Ngabu n'est pas habilité à engager le Palu ». Depuis le décès du secrétaire général a.i., les deux camps opposés (les ailes Mayobo et Ngabu) ne cessent de se rejeter la responsabilité de la crise, chacun s'estimant légitime. C'est dans cette logique que deux congrès différents ont été convoqués dont celui du 11 au 14 novembre organisé par le camp Ngabu.

Page 2



Le siège du Palu à Kinshasa

### DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION

## Les ministres Nkulu et Kitobo interdits de voyager



Les ministres Nene Nkulu et Willy Kitobo

Le ministre chargé de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Nene Nkulu, et son collègue des Mines, Willy Kitobo, empêchés, le 10 novembre, de se rendre en mission de service à l'intérieur du pays, n'auraient pas respecté les procédures légales en la matière.

La présidence leur reproche d'avoir violé l'ordonnance loi du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du gouvernement, qui exige qu'elle soit préalablement informée de tout déplacement des membres du gouvernement, y compris le Premier ministre.

Page 4

### DIPLOMATIE

## La RDC disposée à accomplir ses engagements pris avec l'Afrique du Sud



Marie Tumba Nzenza et son homologue sud-africain

La ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Marie Tumba Nzenza, a rassuré le gouvernement sud-africain de la disponibilité de la RDC à accomplir ses engagements pris dans le cadre de leur partenariat stratégique. Ce membre du gouvernement a donné ces assurances lors de son intervention,

le 10 novembre, à Cap Town en Afrique du Sud, à l'occasion de la réunion ministérielle entre les deux pays.

« Je ne doute pas que cette volonté soit aussi partagée par la République sœur d'Afrique du Sud », a indiqué la cheffe de la diplomatie congolaise.

Page 3

### ISTM/KANANGA

## Bientôt l'érection d'un bâtiment administratif

Pas de répit pour le comité de gestion de l'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM) qui vient à peine de clôturer l'année académique 2019-2020. Ce comité conduit par le Pr Mukandu Basua veut

faire de cette alma mater une institution supérieure d'enseignement médical répondant aux normes en lui dotant des infrastructures de qualité pour assurer une bonne formation des étudiants.

Le comité de gestion appelle à l'appui de toute personne physique ou morale de bonne volonté pour apporter sa contribution à la matérialisation de ce projet.

Page 4

## ÉDITORIAL

## Djotodia dit non

Il ne sera pas candidat à la présidentielle de la fin d'année et a tenu à le dire solennellement, le 8 novembre. L'ancien président centrafricain, Michel Djotodia, avait accédé au pouvoir en 2013 en chassant le général François Bozizé, tombeur quant à lui de l'homme dont il fut un moment de sa carrière militaire chef d'état-major général, le président Ange Félix Patassé. Pour dire combien l'histoire de l'ancienne colonie française au cœur de l'Afrique centrale est mouvementée.

« J'ai décidé de ne pas me porter candidat aux prochaines élections présidentielle et législatives du 21 décembre 2020, puisque je ne remplis pas toutes les conditions d'éligibilité, entre autres celles liées au séjour, sinon à la résidence sur le territoire national, au moins un an avant le dépôt de candidature ». Ainsi s'est exprimé l'ex-chef de l'Etat qui est rentré définitivement à Bangui après un exil de six ans durant lequel il a sans doute beaucoup pensé à la question du pouvoir dans son pays.

Sachant qu'en Afrique, dans la plupart des cas, les rendez-vous électoraux sont aussi synonyme de périodes d'incertitudes, l'ex-chef de la milice Séléka a mis en avant les souffrances endurées depuis trop longtemps par le peuple centrafricain pour appeler les acteurs politiques à ne pas ajouter des tourments supplémentaires à leurs compatriotes. Il a aussi fait preuve d'altruisme en souhaitant bonne chance aux futurs candidats. Michel Djotodia n'a pas annoncé soutenir l'un d'eux, même si on a entendu dire que ses rapports avec le président Faustin Archange Touadera qui brigue sa propre succession ne sont pas si mauvais.

En revanche, et cela mérite d'être souligné, il a insisté pour que d'autres leaders centrafricains qui ne seront pas autorisés par la loi à disputer le scrutin présidentiel du fait de quelque incompatibilité puissent raison garder. Son prédécesseur, François Bozize a pour sa part déposé son dossier de candidature et croit ne pas ne pas être en règle. Djotodia ne l'a pas visé nommément dans son propos. Les jours à venir diront si le président de Convergence nationale kwa na kwa, qui dirigea la Centrafrique de 2003 à 2013 est dans son bon droit.

Le 21 décembre, le tour reviendra aux Centrafricains de désigner l'homme ou la femme à qui incombera la lourde charge de poursuivre la reconstruction de leur pays. On espère, dans la paix et l'unité.

Le courrier de Kinshasa

## PALU

## Le congrès du camp Ngabu avorté

Une lettre du gouverneur de la ville de Kinshasa a interdit la tenue des assises notamment pour cause des dissensions internes.



massés aux abords du centre catholique Nganda situé dans la commune de Ngaliema, le matin du mercredi 11 novembre, les participants aux travaux du deuxième congrès du Parti lumumbiste unifié (Palu) ont constaté avec désarroi le dispositif sécuritaire déployé par la police provinciale de Kinshasa pour empêcher tout accès au site. L'un des communicateurs du parti, Robert Ngambi, ne cache pas sa déception face à cette présence policière qui gâche ce rendez-vous important organisé 56 ans après le premier.

Le mardi 10 novembre, une lettre du gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila, avait interdit la tenue du congrès en raison des dissensions internes au Palu et à la covid-19. « A ce propos, considérant les dissensions au sein de votre structure politique ainsi que la susceptibilité à une contamination massive à la covid-19 du fait de cette activité, je ne saurais prendre acte de votre initiative », avait relevé le gouverneur.

Devant le centre catholique Nganda, en début d'après-midi, certains cadres du parti proches du groupe

de Limete rassurent les militants sur la tenue du congrès. « Les démarches sont en cours auprès du gouverneur de la ville et nous sommes sur le point de décanter la situation parce que nous avons donné des garanties par rapport au respect des mesures contre la covid-19 », a déclaré Godel Kinyoka, directeur de cabinet du secrétaire général a.i. Sylvain Ngabu.

Selon Charles Mubilulu, un membre de la coordination de la jeunesse nationaliste lumumbiste proche du camp Mayobo, « la décision du gouverneur d'interdire la tenue du congrès est juste et normale parce que M. Sylvain Ngabu n'est pas habilité à engager le Palu ». Pour l'intéressé, Ngabu pose des actes qui traduisent l'anarchie au sein du parti cher au patriarche Antoine Gizenga.

Par ailleurs, plusieurs secrétaires provinciaux réunis au siège du Palu tenu par le camp Mayobo avaient dénoncé le recrutement des personnes sans titres ni qualité que l'on tentait de faire passer pour des responsables des provinces en vue de leur participation aux travaux du congrès du Centre Nganda. Ils

Le siège du Palu à Kinshasa avaient estimé que ce congrès du 11 au 14 novembre était illégal car organisé par des putschistes.

Depuis le décès du secrétaire général a.i., Lugi Gizenga, le Palu, parti politique cinquantenaire en RDC, est au centre d'une crise ayant causé des dissensions internes. Les deux camps opposés (les ailes Mayobo et Ngabu) ne cessent de se rejeter la responsabilité de cette crise, chacun s'estimant légitime. C'est dans cette logique que deux congrès différents ont été convoqués dont celui du 11 au 14 novembre organisé par le camp Ngabu.

Dans le souci de refaire l'unité au sein de sa formation politique, la présidente du comité préparatoire du deuxième congrès du Palu, Mme Dorothee Gizenga, avait sur-si le congrès initialement prévu du 30 octobre au 4 novembre. Elle avait invité tous les protagonistes à se mettre autour de la table pour trouver des solutions idoines. « Toute démarche contraire trahirait la mémoire des pères fondateurs et serait un échec, car le Palu est un et indivisible », avait-elle déclaré.

Jules Tambwe Itagali

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: 06 700 09 00  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## CONSULTATIONS

## Le G13 pour des réformes majeures de la nation

Des réformes majeures à entreprendre pour renforcer la démocratie en République démocratique du Congo, il en a été abondamment question au cours de l'échange que le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a eu le 10 novembre au Palais de la nation, avec le groupe de treize parlementaires (G13) dans le cadre des consultations nationales.



Dely Sessanga devant la presse

Faisant la restitution desdits échanges à la presse, l'honorable Dely Sessanga a indiqué que la question des réformes électorales avant les scrutins de 2023 a figuré en bonne place dans les discussions. Il a, au nom de ses pairs, salué l'initiative présidentielle qui rejoint son appel au consensus lancé le 11 juillet dernier sur les réformes majeures de la nation. « Ce point de vue partagé, nous l'avons nourri avec le président de la République par rapport aux perspectives qui se définissent pour l'avenir de notre pays », a-t-il indiqué. Le G13, a-t-il soutenu, restera attentif aux conclusions qui sanctionneront ces consultations et aux effets qu'elles auront sur l'avenir de la nation.

Parlant de l'union sacrée de la nation, l'élu de Luiza a, d'emblée, fait observer que le

concept n'est pas un cas politique. C'est, d'après lui, une union de pensées, d'actions pour sauver le pays par rapport à la crise qu'il connaît aujourd'hui. « Le président de la République est le garant de la nation et le symbole de l'unité. Il a des initiatives qu'il doit entreprendre à l'issue de ces consultations et nous serons très attentifs aux conclusions qu'il en tirera et de l'effet que cela pourrait avoir sur l'avenir de notre pays. Nous considérons à cette étape que cette initiative est une initiative salvatrice que tout le monde devrait soutenir pour sauver la nation et le pays », a-t-il déclaré. Quant à la coalition FCC-Cach, il a estimé que l'intérêt général devra primer pour favoriser l'éclosion des consensus forts au-delà des cas partisans.

Alain Diasso

## Justin Bitakwira : « Nous devons éviter l'extrémisme autour du chef l'Etat »

Reçu le 10 novembre au titre de personnalité politique par le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, dans le cadre des consultations en cours au Palais de la nation, Justin Bitakwira compare les tractations actuelles au coin du feu du village où l'on réfléchit sur l'avenir de la communauté. Ainsi a-t-il introduit ses propos devant la presse à l'issue de l'audience avec le président de la République.



Justin Bitakwira

« Partout où on parlera du Congo, je dois y être », a-t-il déclaré avant d'indiquer que son entrevue avec le chef de l'Etat a essentiellement tourné autour de la paix à l'est du pays. « Je dois contribuer efficacement à ramener la paix dans cette partie du pays », a-t-il martelé tout

en promettant de se rendre bientôt dans les différents territoires du Grand Kivu. Pour ce faire, il a déclaré tendre la main à tout le monde pour que, a-t-il dit, la cohabitation, notamment avec les Banyamulenge, soit comme la période d'avant les différentes guerres ayant éclaté dans ce coin de la République. Parlant de l'union sacrée de la nation, il s'est voulu conciliant, cherchant à arrondir les angles pour l'intérêt de la nation. « Nous devons éviter l'extrémisme autour du président de la République. Ce pays ne peut qu'évoluer dans le consensus », a-t-il indiqué tout en espérant que les consultations actuelles déboucheront sur des solutions bénéfiques pour tous les Congolais. Sur la coalition FCC-Cach, Justin Bitakwira entrevoit un rectificatif de ce partenariat politique qu'il invite, par ailleurs, à s'adapter au contexte de l'heure.

A.D.

## Jean Pierre Lihau soutient la démarche présidentielle

Député national du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) et fils d'un des treize parlementaires fondateurs de l'UDPS, Jean Pierre Lihau a créé la sensation le 10 novembre en participant aux consultations présidentielles.

Jean Pierre Lihau a fait fi du mot d'ordre de boycott lancé par sa famille politique en allant aux consultations. « Je suis venu en tant que député PPRD et sors comme député PPRD. Ici il n'y a pas question de débanchage », a lancé aux journalistes celui qui se considère comme patriote et homme libre.

« Nous apportons, tous, notre soutien au président de la République pour que ces consultations puissent réussir. Nous, nous pensons qu'il faut du pragmatisme politique », a-t-il indiqué avant de lâcher avec une pointe de conviction : « Il ne faut jamais s'excuser d'être républicain. Là où se joue le salut de la nation, moi en tant que député je dois être là ». Et de poursuivre : « Le pays est en danger face au péril. Il

n'y a pas d'autre alternative que le dialogue. Le dialogue est une vertu essentielle qui concourt à la bonne marche de toute République. J'invite les responsables politiques qui hésitent encore, à regarder la réalité en face. Le pays va mal. Il faut rassembler les énergies pour réussir à ouvrir ensemble des perspectives politiques pouvant aider le peuple à renouer avec l'espérance », a déclaré celui qui a été, jusqu'à un passé récent, directeur de cabinet d'Aubin Minaku à la chambre basse du Parlement. A noter que Jean Pierre Lihau s'est fait accompagner d'Augustin Kibassa et de David Mbwakem, tous deux également fils d'anciens fondateurs de l'UDPS.

A.D.



Jean Pierre Lihau s'exprimant devant la presse

## DIPLOMATIE

## La RDC disposée à accomplir ses engagements pris avec l'Afrique du Sud

La ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères congolais, Marie Tumba Nzeza, qui a donné ces assurances a également dit ne pas douter que « cette volonté soit aussi partagée par la République sœur d'Afrique du Sud ».

La ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Marie Tumba Nzeza, a rassuré le gouvernement sud-africain de la disponibilité de la République démocratique du Congo (RDC) à accomplir ses engagements pris dans le cadre de leur partenariat stratégique. Ce membre du gouvernement congolais a donné ces assurances lors de son intervention, le 10 novembre, à Cap Town en Afrique du Sud (RSA), à l'occasion de la réunion ministérielle entre les deux pays. « Je ne doute pas que cette volonté soit aussi partagée par la République sœur d'Afrique du Sud », a indiqué la cheffe de la diplomatie congolaise.

Marie Tumba Nzeza a, en effet, rappelé que depuis la signature de l'Accord général de coopération entre les deux États en 2004, onze sessions de grandes commissions mixtes ont eu lieu, alors que deux visites d'Etat et trois visites de travail ont été organisées. La ministre d'Etat et ministre congolais des Affaires étrangères a également relevé trente-sept protocoles d'accords gouvernementaux conclus ainsi qu'un traité et plusieurs accords institutionnels techniques signés pour marquer le caractère particulier des relations bilatérales entre les deux pays.

La cheffe de la diplomatie congolaise a, ce-

pendant, noté, que la plupart de ces projets d'intérêt commun n'ont pas encore été réalisés conformément aux souhaits et les attentes de deux gouvernements respectifs.

Les interventions de la RSA au bénéfice de la RDC et de l'Afrique

La ministre d'Etat a, à cette occasion, félicité le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, pour son leadership durant la période de la pandémie de covid-19 et pour avoir organisé et mobilisé la riposte au niveau continental. Elle a également remercié le peuple sud-africain pour sa contribution, au prix du sacrifice suprême et aux côtés des troupes d'autres pays de la Sadc, à l'éradication des forces négatives opérant dans l'est de la RDC. « Le président de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui m'a mandatée, tient au raffermissement de nos relations dans tous les domaines », a souligné Marie Tumba Nzeza. Et de continuer : « Nous avons de bonnes raisons de croire à un avenir radieux pour nos deux États et pour nos deux peuples, si nous manifestons la volonté de mutualiser nos efforts, à tous les niveaux, afin de vaincre tous nos défis ensemble ».

Lucien Dianzenza

## DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION

## Les ministres Nkulu et Kitobo interdits de voyager

La présidence leur reproche d'avoir violé l'ordonnance loi du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du gouvernement, qui exige qu'elle soit préalablement informée de tout déplacement des membres du gouvernement, y compris le Premier ministre.



Les ministres Nene Nkulu et Willy Kitobo cément privé des autres membres du gouvernement », ont expliqué ces sources à la radio onusienne. Et de noter, en ce qui concerne le déplacement de ces deux ministres, que la présidence de la République n'étant pas informée, les services de la Direction générale de migration (DGM) étaient en droit de faire respecter ces dispositions en empêchant les deux membres du gouvernement de quitter Kinshasa pour l'intérieur du pays.

Le ministre chargé de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Nene Nkulu, et son collègue des Mines, Willy Kitobo, empêchés, le 10 novembre 2020, de se rendre en mission de service à l'intérieur du pays, n'auraient pas respecté les procédures légales en la matière. Citant des sources de la présidence de la République, radiokapi.net note qu'il a été reproché à ces deux membres du gouvernement Ilunkamba d'avoir violé l'esprit et la lettre de l'ordonnance loi du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du gouvernement est claire en cette matière, qui stipule que « tout déplacement des membres du gouvernement, y compris le Premier ministre, doit être signalé au préalable à la présidence de la République ». « L'article 34 alinéa 2 stipule que les missions des autres membres du gouvernement sont subordonnées à l'obtention d'un ordre de mission signé par le Premier ministre. Et à l'alinéa 6, il est spécifié que le président de la République est informé avant le début de la mission ou du dépla-

« Il n'y a pas matière à polémiquer là-dessus ou à politiser cette affaire », ont coupé court ces sources de la présidence de la République. Il est, en effet, rappelé dans cette affaire diversement commentée, notamment sur les réseaux sociaux, les ministres Néné Nkulu et Willy Kitobo devaient effectuer une mission de service respectivement à Kalemie et à Kisangani via Goma. Les services de la DGM leur en avaient empêché, à l'aéroport de N'djili, en leur interdisant de quitter Kinshasa pour se rendre en provinces.

Lucien Dianzenza

## ISTM/KANNAGA

## Bientôt l'érection d'un bâtiment administratif

Le comité de gestion de cette institution d'enseignement supérieur appelle à l'appui de toute personne physique ou morale de bonne volonté pour apporter sa contribution à la matérialisation de ce projet.

Pas de répit pour le comité de gestion de l'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM) qui vient à peine de clôturer l'année académique 2019-2020. Ce comité conduit par le Pr Mukandu Basua Babintu veut faire de cette alma mater une institution supérieure d'enseignement médical répondant aux normes exigées en lui dotant des infrastructures de qualité pour assurer une bonne formation des étudiants.

Lors de son discours-bilan prononcé dernièrement à l'occasion de la clôture de l'année académique 2019-2020, le DG de l'ISTM/Kananga, Mukandu Basua Babintu, a déclaré qu'un bâtiment administratif sera bientôt construit. « Notre projet de construction poursuit son bonhomme de chemin. D'ici la rentrée académique prochaine, le comité de gestion est décidé d'ériger un bâtiment administratif en étage pouvant abriter tous les services administratifs de l'ISTM-Kananga », a-t-il dit.

Toutefois, le DG de l'ISTM n'entend pas réaliser seul cette œuvre salutaire. Il compte sur l'appui de toute personne physique ou morale de bonne volonté pour



Le tableau de l'ISTM Kananga DR

apporter sa contribution à la matérialisation de ce projet qui, du reste, est salué par le personnel de l'ISTM/Kananga. D'où son appel lancé en ces termes : « Nous sollicitons l'implication de toute la communauté de l'ISTM-Kananga et tendons la main à toutes les personnes de bonne volonté pour nous venir en aide, car il y a encore beaucoup à faire qui demande les moyens ». En sus de la construction du bâtiment administratif, Mukandu Basua Babintu envisage également de mettre en place, dans un bref délai, une salle technique équipée.

Toujours dans le souci d'améliorer le cadre de travail du site universitaire, le comité de gestion a construit un grand

bâtiment de dix auditorios déjà en usage. Quant à la section nutrition-diététique, elle s'est vu doter d'un autre bâtiment de cinq auditorios et des bureaux propres à elle ainsi que d'une cuisine diététique. « Tous les auditorios nouvellement construits ont été équipés en bancs », a reconnu le Pr Mukandu. Un autre bâtiment de six bureaux a été construit au cours de l'année académique qui vient de se clôturer. « Ce qui permet à chaque section d'avoir son propre bureau ainsi que les services académiques. Tout ceci a été réalisé dans un contexte extrêmement difficile, avec un peu de volonté nous y sommes parvenus », a-t-il souligné.

L.D.



**MEILLEURS PRODUITS D'ASSURANCES AUX MEILLEURS PRIX**

**SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA**

SOCIETE YA BISO  
MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance incendie



Assurance tous risque chantier



Assurance incendie



Assurance tous risque chantier



Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER,  
LEADER DES ASSURANCES  
EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE

## MALI

# Ddes extrémistes défient le gouvernement de transition

Après l'arrivée au pouvoir de nouvelles autorités issues du coup d'Etat militaire du 18 août dernier, les violences djihadistes se poursuivent dans le nord et le centre du Mali et se sont étendues aux pays voisins avec des violences intercommunautaires.

Les nouveaux maîtres de Bamako affirment certes leur volonté de poursuivre le combat contre les groupes islamistes qui sèment la terreur dans le pays, mais aucune accalmie n'est signalée après la récente libération de quatre otages, la Française Sophie Pétronin, deux Italiens et Soumaila Cissé, une haute personnalité politique malienne, en échange de 200 détenus réclamés par les terroristes. Les perspectives d'une paix sur le terrain après cette opération se sont évanouies puisque dès la mi-octobre, 12 civils, 11 militaires et un casque bleu ont été tués dans des attaques et explosion attribuées aux djihadistes. Pourtant l'homme fort de la junte, le colonel Assimi Goïta, désormais vice-président, avait dès la mise en place du gouvernement de transition, promis de gagner la « guerre » contre les terroristes et exprimé son soutien à la force française Barkhane et à la Mission des Nations unies au Mali ainsi qu'à la force du G5 Sahel qui réunit cinq pays dont le Mali.

Dans la partie septentrionale et au centre, les violences djihadistes sévissent contre les



Assimi Goïta et le président Bah N'daw

symboles de l'Etat, assorties d'affrontements entre les Peuls, majoritairement éleveurs, et les ethnies bambara et dogon pratiquant essentiellement l'agriculture. Des hommes armés y encerclent des villages, tuent leurs habitants et procèdent quelque fois à des enlèvements de personnes qu'ils rencontrent, signalent les médias maliens. De plus, des villages entiers sont parfois assiégés pendant plusieurs semaines par des hommes armés présentés comme des islamistes. C'est le cas de Farabougou, situé à quelque 400 kilomètres au nord de Bamako, qui met à l'épreuve les nouvelles autorités de transition. Cette

localité est prise dans un tourbillon de violence depuis l'apparition en 2015 d'un groupe djihadiste conduit par le prédicateur peul Amadou Koufa, affilié à Al-Qaïda.

La situation qui prévaut dans la zone a conduit l'armée et l'actuel vice-président à se rendre sur place pour « traquer les terroristes », confie un responsable au ministère malien de la Défense qui a requis l'anonymat.

## Paris en désaccord avec l'UA et Bamako sur le dialogue avec les djihadistes

Les violences qui se poursuivent au Mali constituent un test pour les nouvelles autorités de tran-

sition installées en septembre par les militaires qui ont déposé l'ancien président élu Ibrahim Boubacar Keïta en août, estiment des analystes. C'est pour cela que les nouvelles autorités ont fait de la lutte contre la dégradation sécuritaire constante, l'un des facteurs primordiaux de la chute de Ibrahim Keita, l'une de leurs priorités.

Du fait des attaques terroristes récurrentes, l'Union africaine (UA) et Bamako appellent à « explorer le dialogue avec les extrémistes » pour faire taire les armes, non seulement au Mali, mais aussi dans le Sahel, après huit ans de crise sans issue en vue. « Le moment est venu de revisiter et d'adapter les stratégies de stabilisation de la région du Sahel pour les unifier », pense Smail Chergui, commissaire à la paix et à la sécurité de l'organisation continentale, allusion faite au dialogue avec les islamistes.

Le Premier ministre malien de transition, Moctar Ouane, soutient la même option et rappelle que le « dialogue national inclusif » tenu fin 2019, avait « très clairement indiqué la nécessité d'une offre de dialogue avec les

groupes armés » djihadistes. « Il faut voir dans ce dialogue une opportunité d'engager une vaste discussion avec les communautés afin de définir les contours d'une nouvelle gouvernance », relève-il, en prônant une « coordination » avec les partenaires du Mali, « notamment ceux qui interviennent sur le plan militaire », au premier rang desquels figure la France.

Or Paris est opposée à l'UA et Bamako sur la question du dialogue avec les insurgés, arguant que les groupes islamistes liés à Al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique n'ont pas signé les accords de paix de 2015 négociés à Alger et poursuivent, voire même intensifient leurs actions depuis cinq ans, faisant des centaines de morts. « On ne peut pas dialoguer avec les groupes djihadistes qui n'ont pas renoncé au combat terroriste », a dit la ministre française des Armées, Florence Parly, lors de sa récente rencontre à Bamako avec les dirigeants maliens. Une occasion qui lui a permis d'annoncer la mort de plus d'une cinquantaine de djihadistes tués par Barkhane.

Nestor N'Gampoula

## CENTRAFRIQUE

## Rapatriement de 233 réfugiés centrafricains vivant en RDC

Deux cent trente-trois réfugiés centrafricains ont regagné leur pays d'origine le mardi après avoir passé plus de sept années en République démocratique du Congo (RDC), a-t-on constaté sur place.

Il s'agit du fruit de l'accord tripartite signé en 2019 entre le pays d'accueil (la RDC), le pays d'origine des réfugiés (la Centrafrique), et le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), s'est félicité le directeur de cabinet du ministère centrafricain de l'Action humanitaire et de la Réconciliation nationale, Georges-Maximilien Mbagu.

A ce jour, le HCR a déjà facilité le retour de 17.703 rapatriés centrafricains en provenance majoritairement de la RDC, mais aussi de la République du Congo et du Cameroun, selon l'institution onusienne.

## COVID-19

## Le dernier bilan des cas confirmés dans le monde en date du 11 novembre

Le dernier bilan des cas confirmés de Covid-19 dans les pays les plus touchés du monde, établi par le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'Université Johns Hopkins en date du 11 novembre

Pays Cas confirmés  
 Monde 51.318.353  
 Etats-Unis 10.230.770  
 Inde 8.591.730  
 Brésil 5.675.032  
 France 1.856.778  
 Russie 1.802.762  
 Espagne 1.381.218  
 Argentine 1.250.499  
 Royaume-Uni 1.237.198  
 Colombie 1.155.356  
 Chine 92.283

## NIGER

## Les acteurs politiques appelés à l'apaisement en prélude aux élections générales

**En prélude aux élections générales que le Niger va organiser en 2020 et en 2021, les leaders religieux du pays, des représentants des chefs coutumiers, du corps judiciaire, des membres de la Commission nationale des droits humains (CNDH), regroupés au sein d'un comité des sages, ont appelé mardi à Niamey toutes les parties prenantes à l'apaisement « dans l'intérêt supérieur du Niger ».**

« Eu égard aux propos à caractère haineux véhiculés dans les médias et les réseaux sociaux par les partis politiques et les organisations de la société civile, toutes tendances confondues, le comité des sages lance un appel à l'ensemble des citoyens nigériens, particulièrement les leaders politiques sur la nécessité de créer un climat d'apaisement dans l'intérêt supérieur du Niger », selon un communiqué rendu public sur les médias nationaux.

Tout en offrant ses bons offices pour créer les conditions d'un rapprochement entre différentes parties en vue de parvenir à des élections apaisées, consensuelles, crédibles et transparentes, le comité des sages a également demandé à toutes les institutions de la République impliquées dans l'organisation de ces élections à jouer leurs partitions conformément à leurs missions.

Le Niger va organiser des élections locales et présidentielle

dont le premier tour aura lieu le 27 décembre prochain en même temps que les législatives. Le président sortant Mahamadou Issoufou a déclaré qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat, selon des observateurs locaux.

Au moins 41 candidats ont été officiellement enregistrés pour le scrutin présidentiel au ministère de l'Intérieur, parmi lesquels figurent notamment l'ancien ministre d'Etat en charge de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Bazoum Mohamed du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA, au pouvoir) et le chef de file de l'opposition Hama Amadou.

La campagne électorale s'ouvrira le 5 décembre prochain.

## DJIBOUTI

## Un plan national pour lutter contre le travail illégal

Le gouvernement djiboutien a approuvé mardi en Conseil des ministres la mise en œuvre d'un plan national pour lutter contre le travail illégal.

Ce plan vise avant tout à garantir les droits fondamentaux des salariés, a expliqué Mahmoud Ali Youssef, ministre des Affaires étrangères et porte-parole du gouvernement, lors d'un point de presse à l'issue du conseil.

Ajoutant que ce plan servira également pour combattre la traite des humains et le travail des enfants, il a fait savoir par la même occasion qu'au cours de cette année 2020, au moins 300 sociétés et 30 organisations au total seront contrôlées dans le cadre de ce plan.

M. Youssef a, par ailleurs, annoncé qu'à partir de

l'an prochain, les employeurs de travailleurs étrangers et les agences d'emploi privées seront contrôlés deux fois par an.

Djibouti, qui fait face à un chômage endémique, a lancé en octobre un nouveau programme national de l'emploi. Celui-ci prévoit de créer plus de 5.000 emplois dans le public et le privé pour 2020-2021, soit une augmentation du taux de l'emploi de 35% en deux ans et une réduction du taux de chômage de 25% sur quatre ans.

Soucre Xinhua

## APPUI À L'ÉDUCATION

## Des kits scolaires distribués aux élèves de Diosso et de Loango

Le Lions Club Pointe-Noire Ndji-Ndji a récemment procédé à la remise d'un important lot de fournitures scolaires aux élèves issus des familles démunies de Diosso et de Loango dans le département du Kouilou, un geste qui s'inscrit dans le cadre de l'appui à l'éducation en République du Congo.

Composé essentiellement de cahiers, de stylos, des règles et des craies, d'ensembles géométriques et autres matériels didactiques, ce présent a fait le bonheur de plus d'un élève. À Diosso, trente élèves de l'école primaire et quinze autres du collège ont reçu chacun des kits scolaires des mains des représentants dudit club.

Dans le village de Loango, la même cérémonie de remise de kits s'est tenue à l'école primaire Raymond-Tchicaya où les élèves du CP1 au CM2 identifiés au préalable après une enquête ont reçu chacun son kit.

Touchés par cette marque de générosité, les bénéficiaires ont salué le geste du donateur qui est venu à point nommé en ce début d'année scolaire. « Nous sommes très heureux et nous apprécions le geste du Lions Club Pointe-Noire Ndji-Ndji, nous souhaitons que vous nous veniez en aide régulièrement », a laissé entendre l'un des enfants béné-



Photo de famille/DR

ficiaries.

Cette action s'inscrit dans le cadre des activités du Lions

Club Pointe-Noire Ndji-Ndji, destinées à améliorer la situation des personnes démunies.

Le président de ce club, Kevin Aymard Bossoto, a fait savoir que celui-ci est fondé sur trois

« Notre gouverneur a constaté que certaines localités sont continuellement destinataires de nos projets et bien d'autres, plus nombreux, ne reçoivent rien des Lions. De ce fait, il encourage les clubs à étendre leur rayon d'actions en ciblant les nouveaux territoires, car ceci permettra d'évaluer facilement les besoins desdits territoires mais aussi de mesurer facilement l'impact de leurs actions »,

pilliers, à savoir la santé, l'éducation et l'environnement, donc il était plus qu'important d'intervenir dans ce sens.

Pour le président de la Zone 261 Christel Freddy Awele, le choix des villages Diosso et de Loango rentre dans le droit fil des orientations du gouverneur du District 403 B1, Serge Constant Ebene. « Notre gouverneur a constaté que certaines localités sont continuellement destinataires de nos projets et bien d'autres, plus nombreux, ne reçoivent rien des Lions. De ce fait, il encourage les clubs à étendre leur rayon d'actions en ciblant les nouveaux territoires, car ceci permettra d'évaluer facilement les besoins desdits territoires mais aussi de mesurer facilement l'impact de leurs actions », a-t-il indiqué.

Notons que ces cérémonies se sont déroulées en présence des chefs de villages, des directeurs des écoles et du président de l'association des parents d'élèves du Kouilou.

Hugues Prosper Mabonzo

## DIASPORA/ COVID-19

## Les envois de fonds assurent la survie économique en Afrique

Les envois de fonds sont une ligne de survie économique à préserver. Un rapport de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), sur les envois de fonds des migrants demande aux pays riches et ainsi qu'aux banques et opérateurs de télécoms de prendre des mesures urgentes.

C'est sur un ton alarmiste que la CEA a rappelé que les envois de fonds constituent une bouée de sauvetage pour tous les peuples de la planète, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

La pandémie de Covid-19 a gravement touché les envois de fonds en Afrique, à cause des problèmes que rencontrent la diaspora africaine dans les pays de destination, dont beaucoup figurent parmi les plus touchés par la pandémie. A cela s'ajoutent des perturbations dans les services de transfert de fonds.

Ces envois de fonds en Afrique pourraient diminuer de 21 % en 2020, à 67 milliards de dollars, « réduisant à néant six années de progrès », selon la Banque mondiale (BM). En gros, ceux qui en dépendent recevront 18 milliards de dollars de moins. Pour la CEA, « préserver cette ligne de sauvetage revêt une importance capitale ». Elle appelle les gouvernements à prendre des mesures efficaces qui pourraient faciliter et stimuler les transferts de fonds. Elle invite tous les pays à inclure la diaspora africaine dans les programmes

de protection sociale et de relance de pronger les visas afin qu'ils puissent continuer à travailler et envoyer de l'argent dans leurs familles d'origine.

Stephen Karingi, directeur de la Division de l'intégration régionale et du commerce de la CEA a déclaré : « Les envois de fonds seront plus importants que jamais pour des personnes les plus pauvres et plus vulnérables, en particulier celles qui n'ont pas accès aux filets de sécurité économiques et sociaux ».

Il exhorte les gouvernements à prendre des mesures efficaces pour « faciliter et stimuler les envois de fonds afin de soutenir la lutte contre la Covid-19 et, à terme, de bâtir un monde post-pandémique plus durable ». Au cas où le PIB de l'Afrique venait à se contracter de 1,4 % en 2020, près de 5 millions de personnes seront poussées dans l'extrême pauvreté. Du côté de la diaspora, soutien des familles et expéditeurs de fonds, la crise sanitaire s'est traduite par des pertes d'emplois et la baisse de revenus.

Noël Ndong

## AFRIQUE CENTRALE

## Vers une fusion CEEAC-CEMAC

Des experts de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) se réunissent du 9 au 13 novembre par visioconférence sur les avant-projets de textes du Traité constitutif devant déboucher sur la fusion des deux entités communautaires pour donner naissance à une seule et unique Communauté économique régionale (CER) en Afrique centrale.

Il est question, pour la cellule d'experts, d'éplucher des dossiers portant, entre autres, sur des avant-projets du Traité constitutif, avant-projets de convention et protocoles devant régir les institutions, organes et agences d'exécution qui formeront la nouvelle architecture institutionnelle communautaire après l'approbation des chefs d'Etat.

Considérée comme la région la moins intégrée du continent, l'Afrique centrale fait les frais d'une bipolarisation qui a souvent laissé entrevoir des germes de rivalités.

Avec des taux d'échanges se situant en deçà de 3 % contre une moyenne continentale de 17%, l'Afrique centrale qui fait face à un énorme déficit d'infrastructures de communication espère booster les relations commerciales intra régionales en comptant sur un marché de plus de deux cents millions de consommateurs que constituera cette nouvelle Communauté économique régionale.

La réflexion en cours met un accent particulier sur une trilogie. Dabord, la

rationalisation des deux CER facilitera les échanges de biens et services pour une meilleure insertion des économies régionales dans le système commercial multilatéral. Ensuite, la réduction du gap infrastructurel, en vue du renforcement de l'intégration physique des Etats.

Enfin, la rationalisation pour capitaliser les expériences au bénéfice de la population et rendre plus effective la libre circulation des personnes et des biens. Avec l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine, l'Afrique centrale ne voudrait pas être en marge du développement et semble prendre conscience de la nécessité de faire des réformes pour s'assurer une meilleure représentativité dans ce concert panafricain.

Reste à espérer que des attermoissements des dirigeants qui participent malheureusement à dresser ou à renforcer des cloisons communautaires seront bientôt rangés dans les registres de l'histoire.

Yvette Reine Nzaba

## TABLE RONDE DE LA CÉMAC

# Une partie des participants en mode visioconférence

La table ronde pour le financement d'infrastructures dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) est maintenue à Paris, les 16 et 17 novembre. En raison de la flambée des cas de Covid-19 en Europe, l'évènement se déroulera sous un format hybride, en présentiel et en mode virtuel.

Le dispositif choisi va permettre de reproduire l'expérience physique et de tenir un évènement complet en temps de pandémie. Grâce à cette solution, les participants qui ne pourront pas prendre part en présentiel aux travaux compte tenu de la limitation actuelle du nombre de places lors des conférences en raison de la recrudescence de la pandémie de covid-19, le feront par visioconférence.

Placé sous le haut patronage de Denis Sassou N'Gusso, président de la République du Congo et président en charge du Programme des réformes économiques et financières de la Cémac, l'évènement regroupera une délégation de haut niveau des ministres des Finances des pays membres de l'espace, avec quelques responsables d'organisations internationales telles la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le Fonds monétaire international, la Commission économique pour l'Afrique, l'UNESCO, l'Union européenne, les principaux bailleurs de fonds et investisseurs privés.

« La réalisation des onze projets intégrateurs triés sur le volet, la table ronde de Paris devrait permettre d'une part de contribuer au développement des infrastruc-



La délégation de la Cémac/DR

tures physiques en soutien au développement et à la compétition des économies de la sous-région, et d'autre part de favoriser le développement du capital humain », a assuré Michel-Cyr Djiena

Wembou, secrétaire permanent du Programme des réformes économiques et financières PREF-CEMAC.

La construction du barrage de Chollet, à la frontière entre le Cameroun et le Congo, est

l'un des projets emblématiques pour lesquels la Cémac recherche des investisseurs. Celui-ci a été lancé depuis 2010, à travers la signature d'un protocole d'accord entre les chefs d'État du Congo et du Came-

roun. Deux lignes à haute tension d'évacuation d'énergie sont prévues : une de 700km sera construite au Cameroun et l'autre de 1500km au Congo. Estimé à plus de 1198 milliards francs CFA, le projet prévoit également d'alimenter les autres pays frères de l'Afrique centrale, à savoir la République centrafricaine, le Gabon et la Guinée équatoriale.

Outre ce projet, il y a aussi la construction d'un pont Kribi-Campo-Bata reliant le Cameroun et la Guinée équatoriale ; du port sec de Beloko sur le corridor Douala-Bangui ; du port sec de Dolisie sur le corridor Congo-Gabon ; d'une ligne d'interconnexion des réseaux électriques Cameroun - Tchad.

« L'objectif de la table ronde est de mobiliser à défaut de la totalité une bonne partie des fonds destinés à la réalisation des projets de développement », a indiqué le Comité de pilotage constitué d'experts de la Banque africaine de développement, de la Banque mondiale, de la Banque des États de l'Afrique centrale, de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, de la Commission de la Cémac et du PREF-CEMAC.

**Fiacre Kombo  
et Gloria Imelda Lossele**

**« L'objectif de la table ronde est de mobiliser à défaut de la totalité une bonne partie des fonds destinés à la réalisation des projets de développement »,**

## REVENDEICATIONS SOCIALES:

## La Fénasas mécontente

La Fédération nationale des agents de la santé et des affaires sociales (Fénasas) conduite par son secrétaire général, Albert Gnanga, a exprimé le 10 novembre au Sénat son ras le bol face aux difficultés rencontrées par les agents de la santé.

Suite à ce qu'elle appelle « le non-intérêt » accordé aujourd'hui aux porteurs de la blouse blanche, la Fénasas a fait part de sa grande déception à l'indifférence affichée par la ministre de la Santé à certaines situations. « Pourquoi on vient vous voir ? C'est parce que nous avons les portes fermées de notre tutelle », a-t-elle fait savoir au président du Sénat, Pierre Ngolo. « Du Kouilou à la Likouala, en passant par d'autres villes du pays, les agents de la santé sont mécontents », a laissé entendre la Fénasas, parce que les problèmes réels rencontrés par ces derniers sur le terrain sont sans suite. Avec l'arrivée de la pandémie

de coronavirus, par exemple, « la rémunération ponctuelle ne marche pas du tout du côté des agents de la santé. Du Kouilou jusqu'à la Likouala, les plaintes sont les mêmes », a-t-elle signifié. L'hôpital de Talangai qui compte 23 agents retenus, seuls 4, à peine, bénéficient de cette prime.

Non seulement on ne respecte pas cette rémunération, pourtant imposée par le gouverne-

ment, mais encore il y a des difficultés dans l'acquisition des kits, alors qu'il ne se passe pas un seul jour sans que le pays reçoive des dons, a renchéri la fédération.

Les agents de la santé sont relégués au second plan au profit des administrateurs. De nombreux cas non conformes à la réglementation sont observés ici et là.

Le cas des agents intégrés depuis 2012 et qui attendent

les affectations, les directions centrales qui sont gérées par des diplômés sans emploi, les négociations qui datent depuis des années n'ont jamais abouti etc.

Au regard de cette situation, la Fédération nationale des agents de la santé et des affaires sociales a sollicité l'implication de la chambre haute du Parlement, en vue d'interpeller la ministre de tutelle pour que des solutions idoines soient

trouvées. Elle a, par la même occasion, décliné sa responsabilité sur d'éventuels troubles qui y surviendraient.

Prenant la parole à son tour, le président du Sénat, Pierre Ngolo, a exhorté la Fénasas à continuer sur la voix de la sagesse. « Il y a certes des problèmes, mais ceux-ci doivent être gérés dans la maîtrise de nos passions », a-t-il déclaré, avant d'ajouter que « les choses ne peuvent marcher que dans un esprit de compréhension et de tolérance. On va tous s'investir pour que la confiance soit rétablie; rechercher des solutions par le dialogue comme l'a toujours demandé le chef de l'Etat », a-t-il conclu.

**Jean Jacques Koubemba**

**« les choses ne peuvent marcher que dans un esprit de compréhension et de tolérance. On va tous s'investir pour que la confiance soit rétablie; rechercher des solutions par le dialogue comme l'a toujours demandé le chef de l'Etat »,**

## TÉLÉPHONIE MOBILE

## Plus de cinquante nouvelles localités connectées en zone rurale

Les membres du fonds pour l'accès et le service universels des communications électroniques (FASUCE) ont annoncé, le 6 novembre à Brazzaville, la connexion de plusieurs localités de la République du Congo au réseau de télécommunication.

La cérémonie d'inauguration distante des nouveaux sites couverts par le fonds pour l'accès et le service universels des communications électroniques s'est déroulée en présence des ministres des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, des zones économiques spéciales, Gilbert Moukoki, de la Recherche scientifique, Aimé Parfait Coussoud Mavoungou ainsi que du directeur général de MTN, Ayahm Moussa.

Plongés depuis longtemps dans les difficultés de communication à travers le manque ou l'instabilité du réseau, cinquante et un villages, dans les zones les plus reculées du pays, sont désormais joignables et connectés au réseau de télécommunication. Cette opération d'installation de pylônes et autres matériels de connexion est une initiative du FASUCE qui a été mise en œuvre par la société MTN Congo.



Parmi ces localités qui sont maintenant connectées, il y a Bouaniela et Boyelé dans la Likouala ; Bokoma dans la Cuvette ; les Saras dans le Kouilou ; Akou, Moubée, Mbon, Olounou et Ossa dans les Plateaux ; Bininga, Ngongo, Vouka, Nyanga, Mouindi, Koutina, Nzambi et Dounguila dans le Niari ; Imvouba, Mbouambé Lefini et Loulombo dans le Pool puis Mbié dans la Cuvette-Ouest.

Le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, en sa qualité de président du FASUCE, a indiqué que cette dynamique, qui sera poursuivie dans d'autres localités, s'inscrit dans le cadre du désenclavement de l'arrière-pays. « Nonobstant la crise sanitaire, due à la pandémie de la Covid-19, avec ses effets induits, les efforts de désenclavement dans le domaine de

communications électroniques méritent d'être consolidés et poursuivis », a déclaré Léon Juste Ibombo.

Pour sa part, le directeur général de MTN a rappelé que cette société reste disponible à exécuter les initiatives allant dans le sens d'améliorer les conditions de vie des populations. Il a ajouté que ce processus de connexion des villages au réseau de télécommunication initié par le gouvernement et exécuté par l'entreprise dont il a la charge est dans la continuité de la vision et la mission de l'entreprise, de rendre plus joyeuse

la vie de ses concitoyens.

Afin de lier la théorie à la pratique, un appel téléphonique et une transaction financière via mobile money ont été effectués, en direct, par le ministre Ibombo à un correspondant de Bouaniela, dans la Likouala.



## LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

## Le roi Mohammed VI ordonne une campagne nationale de vaccination au Maroc

Alors que la population s'apeure sur une possibilité de réconfinement suite à la phase aiguë de la pandémie du nouveau coronavirus, Sa Majesté le roi Mohammed VI a présidé une séance de travail le 9 novembre au Palais royal de Raba au cours de laquelle des orientations ont été données pour le lancement, dans les prochaines semaines, d'une opération massive de vaccination contre la covid-19.

Selon une déclaration du Cabinet royal marocain, la décision a été prise suite aux recommandations du comité scientifique national, qui a considéré la campagne de vaccination comme «une réponse efficace pour mettre fin à la phase aiguë de la pandémie». Comme le souligne le communiqué de ce cabinet, les résultats des études cliniques, tant celles réalisées que celles en cours, «ont prouvé la sécurité, l'efficacité et l'immunogénicité du vaccin», ajoute la même source.

Cette opération devra couvrir les citoyens de plus de 18 ans, selon un schéma vaccinal en deux injections. La priorité sera notamment donnée aux personnels de première ligne, en l'occurrence, le personnel de santé, les autorités publiques, les forces de sécurité et le personnel de l'éducation nationale, ainsi



Sa Majesté le roi Mohammed VDR

qu'aux personnes âgées et aux personnes vulnérables au virus, et ce, avant de l'élargir au reste de la population.

D'après ce communiqué, le royaume a pu occuper un rang avancé dans l'approvisionnement en vaccin contre la covid-19, grâce à

l'initiative et à l'implication personnelle du souverain qui ont abouti à la participation réussie du pays, dans ce cadre, aux essais cliniques.

Le roi a, ainsi, donné ces directives aux autorités compétentes pour veiller à la bonne préparation et au

bon déroulement de cette opération nationale d'envergure, tant sur les plans sanitaires, logistique et technique. L'accent a été mis notamment sur l'accessibilité du vaccin, dans un cadre social et solidaire, et sa disponibilité en quantité suffisante, ainsi

que sur la logistique médicale de transport, d'entreposage et d'administration du vaccin sur l'ensemble du territoire et sur la mise en place d'un système efficace de préenregistrement des bénéficiaires.

A cet effet, le souverain a appelé à la mobilisation de tous les services et départements concernés, en particulier le personnel de la santé, l'administration du territoire et les forces de l'ordre, ainsi que l'appui nécessaire des Forces armées royales, conformément aux missions qui leurs sont confiées par Sa Majesté le roi, chef suprême et chef d'état-major général des forces armées royales, dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.

Notons qu'à ce jour, le Maroc a accumulé un total de 259 951 cas de coronavirus infectés, dont 212 905 ont été guéris et 4 356 sont morts.

Charlem Léa Itoua

## PRIX LITTÉRAIRE « VOIX D'AFRIQUE »

## Une initiative destinée aux écrivains en herbe

Le concours d'écriture « Voix d'Afrique » s'adresse à toute personne majeure de moins de 30 ans, n'ayant jamais été publiée et résidant dans un pays d'Afrique. L'appel à candidature est ouvert jusqu'au 31 janvier 2020.

Initié l'an dernier par les éditions JC Lattès et RFI, en partenariat avec la Cité internationale des arts, « Voix d'Afriques » est un prix littéraire visant à faire émerger les jeunes auteurs et auteures de langue française du continent africain. Il prévoit de mettre en lumière les nouvelles voix littéraires africaines, des romans réalistes et saisissants.

« Plus de 8000 personnes se sont inscrites sur la plateforme dédiée à la première édition du concours. Chaque roman portait un regard unique sur l'Afrique, une réflexion sur l'histoire, ce que permet l'éducation, quels rêves portent les hommes face à des pouvoirs durs, des frontières fermées, quels secrets, ils gardent précieusement, quelles sont leurs luttes et leurs armes : la poésie, l'humour, l'entraide, l'imagination. Cette année encore, nous sommes ravis de lancer la deuxième édition du prix », a déclaré l'un des membres du comité d'organisation dudit prix littéraire.

En vue de participer à cette compétition littéraire, chaque participant est invité à rédiger un roman en français, de 300 000 signes maximum, qui reflète la réalité d'un pays, une actualité politique, économique ou sociale, tout comme des voix intimistes. Le manuscrit lauréat sera désigné en mars prochain par un jury de professionnels, pour une publication prévue en septembre prochain. Le lauréat bénéficiera également d'une résidence à la Cité internationale des arts à Paris, partenaire du prix.

Notons que le prix « Voix d'Afriques 2020 » a été remporté par l'Ivoirien Yaya Diomandé pour son roman « Abobo Marley », publié aux éditions JC Lattès en septembre dernier.

Merveille Atipo

## FÉDÉRATIONS SPORTIVES NATIONALES

## Vingt-huit assemblées générales électives prévues entre novembre et décembre

Du 16 novembre au 19 décembre, les fédérations sportives nationales vont choisir leurs nouvelles instances dirigeantes. C'est ce qui ressort du chronogramme de déroulement de ces grands rendez-vous du sport congolais, signé le 6 novembre, par le directeur général des sports, Jean Robert Bindélé. Au total, vingt-huit fédérations sont concernées mais l'incertitude augmente pour celles non programmées.

C'est la Fédération congolaise de tennis qui donnera le coup d'envoi des assemblées générales électives pour le compte de l'olympiade 2021-2024. Le corps électoral du tennis congolais va, en effet, se réunir le 16 novembre, au salon Vip du stade Alphonse-Massamba-Débat pour élire le bureau exécutif de cette discipline. Le même jour et dans la salle Vip du gymnase Henri-Elendé, les électeurs de la Fédération congolaise de volleyball choisiront les personnes qui conduiront aux destinées de cette

structure sportive. Le lendemain, une seule assemblée générale élective est prévue, celle du Kempo. Le 19 également, une seule fédération est programmée, celle du wushu. Le 20 novembre, ce sont les électeurs de la fédération de boxe et d'athlétisme qui choisiront leurs nouveaux dirigeants. Le 21 novembre, dix fédérations tiendront leurs élections. Il s'agit du taekwondo, karaté, gymnastique, jujitsu, lutttes associées, badminton, rugby, sport de travail, tennis de table et kyokushin. Le cyclisme et le ku-

rash vont remanier leurs bureaux exécutifs. Après viendra le tour du scrime qui tiendra son assemblée générale élective le 22 novembre prochain.

Si les fédérations d'aïkido et celle des lutttes traditionnelles sont programmées pour le 25 du même mois, respectivement au salon Vip du stade Alphonse-Massamba-Débat et au hall du gymnase Henri-Elendé, les acteurs de la boxe de pharaons, pour leur part, se réuniront le 26 novembre au gymnase Maxime-Matsima.

Le 27 novembre: close-combat, basket-ball, natation, pétanque et nzango. C'est finalement la Fédération congolaise de handball qui fermera le bal, le 19 décembre, des assemblées générales électives.

Le suspense monte, cependant, au niveau des fédérations qui n'ont pas encore été programmées. C'est le cas du judo et disciplines associées qui traverse, depuis près de quatre ans, une crise ayant conduit à la suspension de cette structure par le ministère des Sports et l'Education physique. Selon certaines sources, ces fédérations non programmées seront soit rattrapées avant la fin du processus des assemblées ou soit bénéficieront des dérogations afin de tenir leurs élections comme toutes les autres fédérations nationales.

Rude Ngoma



COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE  
DE L'AFRIQUE CENTRALE

COMMISSION

PRESIDENCE



## AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°003 /CEMAC/C/P/CPM/19 RELATIF A LA REALISATION DE L'ETUDE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA ZONE ECONOMIQUE SPECIALE DES TROIS FRONTIERES (CAMEROUN-GABON-GUINEE EQUATORIALE)

Contexte et justification : La Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale est composée de six (06) Etats : le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad. Région à fort potentiel économique assise sur une position géographique enviable, la CEMAC s'est dotée en 2010 d'une vision ambitieuse à l'horizon 2025 qui articule l'émergence de la zone autour de trois piliers : une puissance agricole, une puissance énergétique et une puissance métallurgique. Le développement de ces piliers supposait le développement de 5 préalables parmi lesquels la constitution d'un marché commun et l'accès aux marchés d'exploitation.

Dans ce contexte, les pays de la CEMAC et plus spécifiquement le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Cameroun, ont décidé de mettre en œuvre des mesures et actions visant à promouvoir la sécurité, la stabilité et le développement des zones frontalières qu'ils partagent en commun, en vue d'améliorer les conditions de vie des populations dans une perspective d'intégration sous régionale et de densifier les échanges (commerce, culture, ...) transfrontaliers dans le respect de leurs intérêts nationaux respectifs. Cette ambition commune est en parfaite cohérence avec la vision communautaire déclinée dans le Programme Economique Régional (PER) et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Il s'agit de définir un programme dit « Programme de Développement Intégré de la Zone des Trois Frontières (PDIZTF) », qui vise donc la mise à profit des proximités insuffisamment exploitées pour le développement des chaînes de valeur et l'amélioration du bien-être à travers l'accès aux emplois décents et aux infrastructures de base (eau, énergie, routes, santé, etc.). Plus généralement, il vise à promouvoir une approche coordonnée et intégrée de développement entre les trois pays voisins (Cameroun, Gabon et Guinée Équatoriale), en cohérence avec le Programme Economique Régional de la CEMAC.

A cet effet, la Commission de la CEMAC envisage de conduire une étude dans le but de disposer d'un Document dans lequel les axes d'intervention du Programme intégré de la zone économique spéciale des trois frontières (Cameroun-Gabon-Guinée Equatoriale) sont définis ainsi que les activités qui en découlent.

Objet : La Commission de la CEMAC lance un avis à manifestation d'intérêt international relatif à l'élaboration de la situation de référence et rédaction du programme de développement

intégré de la zone économique spéciale des trois frontières (Cameroun-Gabon-Guinée Equatoriale). A cet effet, elle dispose d'un budget d'un million (1 000 000 000) d'euros au titre de l'Aide Budgétaire Globale Française pour mener ce projet de six mois dont les deux composantes sont les suivantes :  
-L'élaboration du Programme de Développement Intégré de la Zone des Trois Frontières (PDIZTF) ;  
-Une analyse de faisabilité d'un port sec communautaire à Ebebeyin sur le plan financier, économique et institutionnel d'une part, et sur le plan pratique de l'infrastructure et de la logistique d'autre part.

Le Président de la Commission de la CEMAC invite les bureaux/ cabinets d'études ayant le profil requis, à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants doivent produire les informations sur leur capacité, leur expérience et leurs qualifications en français (brochures, expériences similaires, notamment en zone tropicale, etc.).

Les critères d'éligibilité, la procédure d'établissement de la liste restreinte et de sélection du candidat seront conformes au Règlement n°06/09-UEAC-201-CM-20 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des Marchés publics de la Communauté disponible sur le site web de la CEMAC à l'adresse : <http://www.cemac.int>.

Les Cabinets, Bureaux et Groupements de Bureaux d'études intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse suivante : Cellule de Passation des Marchés: Tel : (240) 555 001 649 Email : [nganguéc@cemac.int](mailto:nganguéc@cemac.int) , les jours ouvrables de 08h00 à 15h00.

Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en français et déposées sous plis fermés ou en version électronique à l'adresse ci-dessus, au plus tard, le 22 Novembre 2019 à 10 h 00, heure locale avec accusé de réception et devront porter la mention : « manifestation d'intérêt relative à l'élaboration de la situation de référence et du document du programme de développement intégré de la zone des trois frontières » à l'adresse suivante :

Commission de la CEMAC, Siège provisoire au Parlement de la CEMAC, BP 298 Malabo, République de Guinée Equatoriale. Malabo, le

**LE PRESIDENT**

**Pr. Daniel ONA ONDO**

## FONCTION PUBLIQUE

## Amélioration en perspective de la gestion des ressources humaines

Après la validation en mars dernier du nouveau statut général de la fonction publique, dix-sept textes d'application viennent d'être entérinés par les cadres de cette administration, en vue de leur entrée en vigueur.

La validation de ces décrets, élaborés par le cabinet global challenge corporation, dotera la fonction publique d'un dispositif juridique capable d'optimiser la gestion des ressources humaines.

Tel a été l'objectif de l'atelier de validation des projets de décrets d'application du statut général de la fonction publique et du livre des normes législatives et réglementaires, organisé par le projet de réformes du secteur public (Prisp), du 3 au 7 novembre à Kintélé.

« Cet atelier est organisé suite à quelques faiblesses constatées lors de la revue du cadre légal et réglementaire de la fonction publique. Les projets de loi et décrets validés seront soumis à l'approbation du gouvernement et accompagneront l'avant-projet du statut général de la fonction publique ayant requis l'avis du conseil national consultatif du travail », a souligné le directeur de cabinet du vice-Premier ministre en charge de la fonction publique, Josias Itoua-Yoka.



Les participants à l'atelier

S'agissant du livre sur les normes législatives et réglementaires, une présentation a été faite par le chef de mission dudit cabinet, Koffi Marius Ndri. D'après cet expert, ce livre a pour objectif d'indiquer l'ensemble des règles, prin-

cipes et méthodes devant guider la rédaction et la présentation des textes normatifs.

Structuré en deux parties, ce document a pour finalité d'apporter un appui technique aux agents de la fonction publique chargés de rédiger les projets

de loi, ordonnances, décrets et arrêtés.

#### Vingt et cinq agents formés en légistique

Juste après la validation des décrets visant à garantir l'application du nouveau statut

général de la fonction publique, vingt et cinq cadres de la fonction publique ont été formés du 9 au 10 novembre, sur les techniques d'analyse méthodologique des actes normatifs, la mise en œuvre et l'évaluation des actes législatifs et réglementaires, les règles de rédaction des textes législatifs et réglementaires.

« La rédaction des actes normatifs obéit à certaines règles. Cette rédaction est réalisée sous la forme normative d'une part, et juridique de l'autre, en tenant compte des éléments matériels et de la structure du texte », indique le rapport final des travaux dans lequel, plusieurs recommandations ont été formulées par les participants. Il s'agit entre autres de créer une base de données juridiques au niveau du ministère de la Fonction publique, de mener à terme le processus de mise en place d'un système de gestion électronique des archives et de la documentation au sein de ce ministère.

Lopelle Mboussa Gassia

« Cet atelier est organisé suite à quelques faiblesses constatées lors de la revue du cadre légal et réglementaire de la fonction publique. Les projets de loi et décrets validés seront soumis à l'approbation du gouvernement et accompagneront l'avant-projet du statut général de la fonction publique ayant requis l'avis du conseil national consultatif du travail »,

## VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

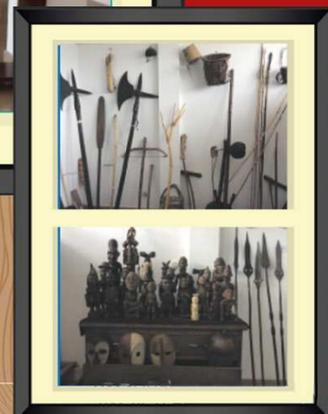
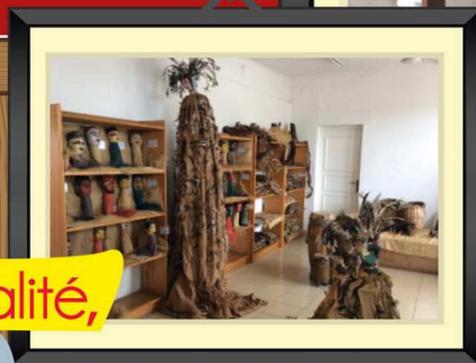
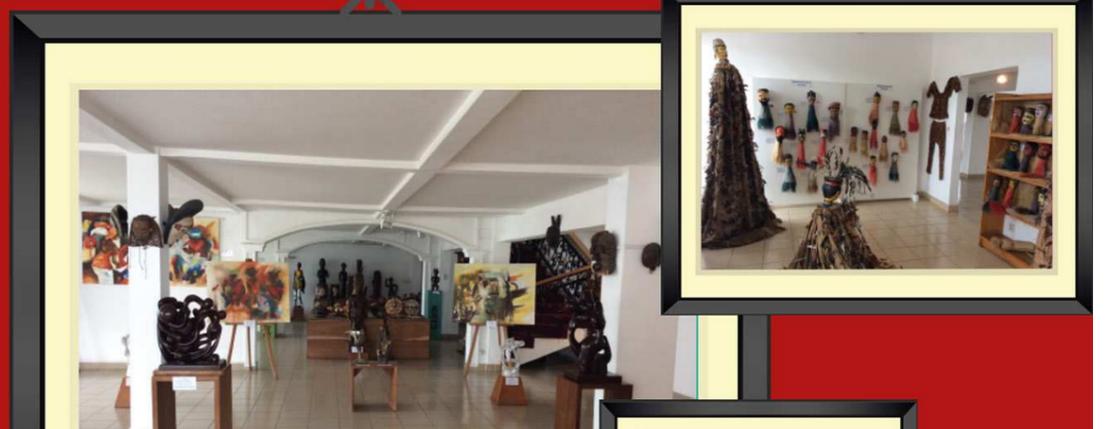
galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**  
immeuble les manguiers (Mpila )  
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

**NÉCROLOGIE**



Irin Maouakany, agent des Dépêches de Brazzaville et les familles Moubano, Mampouya ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils et petit-fils Pachel Dieuville Moubano, survenu le 31 octobre 2020 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis n°204, rue Loubomo à Ouenzé Brazzaville. La date de l'inhumation sera fixée ultérieurement.

Freddy Okaro et famille, les familles Mvouma et Itoua Yombi ont le regret de faire part aux parents, amis et connaissances du décès de leur épouse, fille, petite-fille et nièce nommée Princina Merline Okanga Mboko, survenu le 9 novembre 2020, au CHUB. Le deuil se tient au n° 105, rue Equateur, non loin de l'arrêt de bus général Adoua et l'église catholique Saint Jean-Baptiste, à Talangaï. Le programme et la date des obsèques seront communiqués ultérieurement.



Fidèle Mombouli, journaliste à Radio Congo et les enfants Akiana ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur père Akiana Jean, inspecteur de l'ex-ONPT à la retraite, survenu le 9 novembre 2020. Le programme des obsèques se présente comme suit :  
Vendredi 13 novembre 2020 : départ du corps à Gamboma  
Samedi 14 novembre 2020 : messe en l'église protestante de Gamboma puis départ de la dépouille pour le cimetière familial au village Entala.



Parfait Wilfried Douniama, journaliste aux Dépêches de Brazzaville et Mme Essama Bora Henriette ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur grand-frère et fils Pépin Vincent Akirizo, survenu le 8 novembre 2020 à Luton, en Angleterre. La veillée funèbre est organisée au n°35 de la rue Mokeko à Talangaï, Brazzaville, arrêt de bus Dragage. La date et le lieu des obsèques seront communiqués ultérieurement.



**IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO**

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



**UNE LARGE GAMME DE PRODUITS**



Journaux

**PRESSE**

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux...



Chemises à rabat

Magazines

**OFFSET**

Chemises à rabat  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers



Cartes de visite



Dépliants



Livres



Calendriers

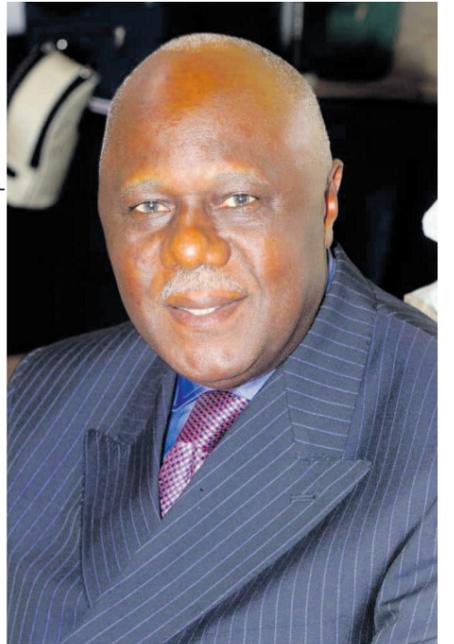


Flyers, Affiches

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317  
imp.bc@adiac-congo.com

**REMERCIEMENTS**

La famille Letembet remercie les parents, amis et connaissances (agents Total-ENI-Perenko-SNPC) pour l'assistance et le réconfort morale pendant la tragique disparition de leur fils, frère, père et grand-père Ippet-Letembet Jean Robert «Fifi», Directeur général adjoint de Perenko. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre cordiale reconnaissance. De tout cœur merci. Adieu Fifi  
Nous ne t'oublierons jamais, ta vie a été une école.



**GROUPE YANNICK**

-Maître-chien  
-Conducteur de moto 2 Véhicules  
-Agent de sécurité  
-Secrétaire  
Dossier : CV, lettre de motivation + 2 cartes photos  
Adresse : 2549 rue Charles des Foucault Centre-ville (arrêt Congo pharmacie) face à la Résidence Marina.  
Tel : 06 402 81 81.  
Dernier délai : Samedi 14 Novembre .

## PRÉSIDENTIELLE 2021

# Une nouvelle plate-forme politique en voie de création

L'Union des démocrates humanistes-Yuki (UDH-Yuki) s'apprête à lancer la plate-forme « Congo, convergence libérale et progressiste » (2CLP) dont l'objectif principal est de rassembler toutes les entités et individualités croyant aux fondamentaux du projet de société du candidat Guy Brice Parfait Kolelas.

Membre de l'opposition politique congolaise que préside Pascal Tsaty-Mabiala, l'UDH-Yuki veut rassembler plus des formations politiques, des associations de la société civile, des personnalités politiques et leaders d'opinion derrière son président fondateur, à quelques mois de l'élection présidentielle de l'an prochain.

Abordé sur le bien-fondé de cette initiative, le président national de la jeunesse de l'UDH-Yuki, Mayick Dedja Lucrèce Nguédi, pense que chaque parti politique membre de l'opposition congolaise jouit de son autonomie. « L'opposition congolaise est un ensemble. Il est normal qu'un parti membre ait son candidat. Ce n'est pas le fait que l'on soit membre d'une plate-forme regroupant les partis de l'opposition qu'on va renoncer aux ambitions légitimes de sa formation politique pour soutenir un quelconque candidat », a-t-il lancé, au cours d'un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville, précisant que la base de l'UDH-Yuki qui avait plébiscité son président, comme candidat, ne va pas renoncer à son engagement à quelques mois de l'élection présidentielle.

« Dialoguer ou se concerter est un acquis culturel »



Mayick Dedja Lucrèce Nguédi/Adiac

Interrogé sur la participation de l'UDH-Yuki à la concertation politique de Madingou, Mayick Dedja Lucrèce Nguédi a rappelé que dialoguer ou se concerter est un acquis culturel pour les bantous. Pour ce faire, il n'est pas mauvais que les filles et fils du pays puissent s'asseoir pour échanger sur un certain nombre de sujets. « Politiques que nous sommes, attendons voir l'ordre du jour, notamment son contenu. Donc, ce ne serait pas une mauvaise chose, le plus important, c'est de s'inviter à la table de discussions, de dire ce que l'on pense, émettre ses points de vue. Il reviendra ensuite aux décideurs d'en tirer les leçons pour des éventuelles décisions ou non, puisqu'il ne s'agit que d'une concertation », a-t-il fait savoir.

**« Madibou qui a plus de 50 000 électeurs n'a qu'un siège au niveau de l'Assemblée nationale, alors que les autres arrondissements comme Moungali et Poto-Poto, moins peuplés, ont 3 députés. Je crois qu'il faut revoir cette question, il faut redéfinir les questions électorales dans notre pays, le cas par exemple de la mise en place de la carte biométrique. Il est certainement trop tard d'en évoquer aujourd'hui, mais avec un peu de volonté, cela est possible »**

S'agissant de la contribution de l'UDH-Yuki à la concertation politique de Madingou, il a déclaré que Guy Brice Parfait Kolelas avait, à travers le regroupement de l'opposition républicaine, émis quelques suggestions sur des éventuels sujets à déposer sur la table des discussions. Il s'agit, entre autres, de la gouvernance électorale, du découpage des circonscriptions électorales et de l'implémentation de la carte biométrique. « Madibou qui a plus de 50 000 électeurs n'a qu'un siège au niveau de l'Assemblée nationale, alors que les autres arrondissements comme Moungali et Poto-Poto, moins peuplés, ont 3 députés. Je crois qu'il faut revoir cette question, il faut redéfinir les questions électorales dans notre pays, le cas par exemple de la mise en place de la carte biométrique. Il est certainement trop tard d'en évoquer aujourd'hui, mais avec un peu de volonté, cela est possible », a poursuivi Lucrèce Nguédi.

Le président national de la jeunesse de l'UDH-Yuki s'est, enfin, félicité de la décision du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation qui a classé cette formation politique parmi les 45, jugées conformes à la loi.

Parfait Wilfried Douniama

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou  
Brazzaville - République du Congo  
[realie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:realie@lesdepechesdebrazzaville.fr)





## ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo  
et de sa région en **UN CLIC !**

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter  
et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité



**ABONNEZ-VOUS  
GRATUITEMENT**



SCANNEZ  
LE QR CODE

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)

VALIDER



# Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

[www.adiac.tv](http://www.adiac.tv)



+336 11 40 40 56



[info@adiac.tv](mailto:info@adiac.tv)



84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

## ELIMINATOIRES CAN 2022

## Le Congo séerein pour la rencontre avec Eswatini

Les Diables rouges vont en découdre ce jeudi au stade Alphonse-Massamba-Débat avec la sélection d'Eswatini en match comptant pour la troisième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Cameroun 2022. La rencontre de la quatrième journée face à la même équipe est prévue le 16 novembre à l'extérieur.

Ce sont des matches pièges que les Congolais s'apprentent à livrer pour ce mois de novembre d'autant plus que cette double confrontation donnera des éléments de réponse quant à l'avenir des Diables rouges dans ces éliminatoires. Deuxièmes de leur groupe avec trois points, les poulains de Valdo Candido n'ont pas droit à l'erreur. Pour espérer une qualification à la phase finale qui les fuit depuis 2015, les Congolais doivent à tout prix s'imposer sur leurs propres installations avant d'aller confirmer le 16 novembre sur le terrain d'Eswatini. Les Diables rouges vont tenter d'accomplir cette mission sans trois joueurs et non pas les moindres. Thievy Bifouma, Amour Loussoukou et Guy Carel Mbenza n'ont pas pu rejoindre le groupe. Ils ont été contrôlés positifs à la covid-19. Thievy Bifouma, rappelons-le, n'a disputé le moindre match avec sa sélection depuis le début des éliminatoires.

Malgré leur absence, Valdo s'appuiera sur l'effectif disponible pour placer les Diables rouges sur le chemin de la qualification. La présence du ministre des Sports et de l'Education physique à la séance d'entraînement du mercredi 10 novembre au stade Alphonse-Massamba-Débat témoigne de la volonté du gouvernement et de la Fédération congolaise de football de créer les conditions de la réussite.



Hugues Nguélonlé à l'entraînement des Diables rouges/Adiac L

« Je serai avec vous au stade le jeudi pour venir assister à la victoire d'ici d'abord et après là-bas aussi. Il faut que vous vous qualifiez pour cette CAN. Nous comptons sur vous. Malheureusement le public ne sera pas là. Dommage. On va former un petit groupe là-haut pour vous soutenir. On va essayer de crier fort et vous allez nous entendre », tel est le contenu du message que Hugues Nguélonlé a fait passer aux joueurs. Le gouvernement a, a-t-il dit, créé les conditions pour que les joueurs se sentent mieux dans leur préparation : « Ils sont

partis de l'Europe jusqu'ici ce n'est pas eux qui ont payé les billets. Ils sont bien entretenus ici. Le ministre est là, le président de la Fédération aussi. Cela veut dire que les choses vont bien. Les jeunes ne se plaignent pas »

Le Congo, a-t-il précisé, ne peut pas être éternellement absent aux différentes phases finales de la CAN. Il faut à tout prix inverser la tendance. « J'ai reçu (le mercredi matin) le coach Valdo qui m'a donné des assurances, après tout c'est lui qui est au quotidien avec les joueurs. Il connaît son système de jeu. Il est confiant et

moi aussi, d'ailleurs je serai là le jeudi à la tribune pour suivre les jeunes. On ne vient pas pour perdre. Il faut aller pour gagner. Je crois qu'on a une bonne équipe. Malheureusement on a quelques joueurs retenus à l'étranger parce qu'ils sont testés positifs », a souligné le ministre.

En l'absence de ces trois joueurs, Valdo Candido compte sur les trois derniers buteurs des Diables rouges face à la Guinée Bissau : Prince Vinny Ibara, Sylver Ganvoula et Junior Makiessé. En défense, le joueur de CSKA Sofia en Bulgarie Bradley Mazikou postule pour

fêter sa première sélection avec les Diables rouges tout comme Borel Tomanzoto de Daring club Motema Pembe de la République démocratique du Congo au milieu du terrain. Le retour de Merveil Ndockyt fera sans nul doute du bien à Valdo Candido. Le joueur mesure lui-même l'ampleur de la rencontre.

« Nous savons que ce match est très capital pour nous. On doit se battre corps et âme pour donner le maximum possible en vue d'une qualification pour la coupe d'Afrique. Je sais que l'enjeu est très grand. Il y a un peuple qui est derrière nous pour nous soutenir. On connaît l'importance de ce match », a confié le milieu du terrain congolais.

Absent lors des deux premières journées, il revient en sélection avec plus d'envie. « Cela fait toujours plaisir de jouer en sélection après quelques altercations avec les dirigeants. Je me suis peut-être mal comporté. Voilà pourquoi je voulais profiter de l'occasion pour demander les excuses pour le mauvais comportement. Ça fait toujours plaisir quand je viens jouer pour la nation. Je vais me donner corps et âme. Je suis jeune et j'ai envie de participer à la phase finale de la CAN et c'est le moment », a signifié Merveil Ndockyt.

James Golden Eloué

## RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

## Le Pr Rufin Bidounga insiste sur l'amélioration de l'outil statistique

Dans une interview exclusive avec les Dépêches de Brazzaville, le professeur Rufin Bidounga, conseiller du chef de l'Etat à la statistique, a souligné l'importance des statistiques dans le processus de développement, et expliqué comment le Congo s'attèle à apporter des améliorations dans ce domaine.

Parlant du rôle et de l'importance des statistiques, Rufin Bidounga a indiqué qu'elles touchent tous les aspects de la vie moderne, et qu'elles sous-tendent de nombreuses décisions des pouvoirs publics, des entreprises et des collectivités. « Les données statistiques ont une importance telle qu'on ne peut pas faire de l'économie sans les statistiques, qu'on peut mal gérer sans les statistiques... »

Mais alors qu'elles occupent une place plus importante que jamais, bon nombre de pays en développement, a-t-il déploré, n'ont toujours pas les moyens de produire, d'analyser et de faire usage de la variété de statistiques de la qualité requise pour soutenir un développement réel. En effet, malgré le consensus international sur l'importance de statistiques nationales fiables, de nombreux pays en développement n'ont pas de systèmes statistiques nationaux solides et fiables, nécessaires à appuyer les processus de développement.

« Ce sont les pays en développement qui ont ce genre de situation. Après le constat amer fait par les Nations unies, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, avait décidé

que le Congo améliore l'outil statistique. Lorsqu'il a fini de régler cette préoccupation des Nations unies, notamment, l'amélioration de l'outil statistique, la Banque mondiale est venue au secours du Congo », a-t-il précisé. Pour lui, les statistiques fiables sont le reflet de la réalité au quotidien. De bonnes statistiques améliorent également la transparence et la responsabilité en matière d'élaboration de politiques, deux conditions indispensables à une bonne gouvernance, dans la mesure où elles permettent aux électeurs de juger du succès de l'action engagée par leur gouvernement et de rendre ce dernier comptable de ses décisions. Enfin, de bonnes statistiques sont essentielles à la bonne gestion des services sociaux de base.

Un autre aspect évoqué par le professeur Rufin Bidounga est que « les statistiques ne peuvent jamais se faire sans les ordinateurs ». « Au niveau des ordinateurs, il y a des logiciels appropriés. Il faut une grande capacité mémoire pour savoir que parfois nous faisons des opérations mathématiques sur des millions des données. D'où l'importance de l'Institut national de



Le professeur Rufin Bidounga de haut niveau sont toujours les bienvenus pour compléter; non seulement les effectifs, mais également pour apporter leur expertise à l'Institut national de la statistique », a-t-il insisté.

« Les cadres sont les bienvenus pour apporter leur expertise à l'Institut national de la statistique »

Au niveau de l'Institut national de statistique, Rufin Bidounga a parlé des changements qui s'opèrent actuellement. Précisément, dans le domaine de la formation. Ce dernier est tout à fait d'accord à l'idée que le Projet de renforcement des capacités en statistiques (PSTAT) recommande dans chaque ministère que les directeurs des études soient des statisticiens de formation. « Les cadres

de haut niveau sont toujours les bienvenus pour compléter; non seulement les effectifs, mais également pour apporter leur expertise à l'Institut national de la statistique », a-t-il indiqué. Ces nouveaux docteurs en statistiques sont, selon lui, « indispensables pour contribuer à l'amélioration de l'outil statistique congolais ».

Il sied de rappeler que c'est depuis 2009 que le Congo s'est engagé dans une série de réformes institutionnelles visant la mise en place d'un Système statistique national performant. Pour atteindre cet objectif, les autorités congolaises ont signé avec l'Association internatio-

nale de développement l'accord de financement destiné au cofinancement du PSTAT.

Les objectifs du projet et les activités se fondent sur les axes stratégiques et le plan d'actions opérationnel de la Stratégie nationale de développement statistique. Son but est d'accroître la capacité de formuler des politiques et de prendre des décisions éclairées en matière de développement par l'utilisation accrue de meilleures statistiques.

Renforcer le Système statistique national dans la production et la diffusion de statistiques opportunes et fiables, utiles pour les politiques et la prise de décision, et promouvoir la demande d'informations statistiques, tels sont, entre autres, les objectifs spécifiques assignés au PSTAT.

Signalons que le professeur Rufin Bidounga, directeur de thèse, et ses deux étudiants (Batsindila Nganga Prévot Chirac et Mizélé Kitoti Fokie Réolie) de l'Université Marien-N'Gouabi, ont été examinés le 6 novembre, par le jury, lors de la soutenance de thèse de doctorat de statistique des deux impétrants qui ont obtenu la mention « très honorable ».

Yvette Reine Nzaba